

*Attribution de temps*

**Des voix:** Bravo!

**M. Gormley:** Non seulement on a fait obstruction au débat, mais on a également créé de l'incertitude. Cette incertitude et ce manque de confiance que l'AEIE avaient justement contribué à répandre. Ceux qui veulent investir au Canada et qui voient d'un bon œil l'adoption du projet de loi créant Investissement Canada, se demandent pourquoi il n'a pas encore été adopté. Ils se demandent pourquoi l'opposition fait de l'obstruction. Nous n'aidons pas ceux qui veulent investir dans notre pays.

C'est pour cette raison que j'appuie la motion tendant à limiter le débat. Parce qu'il croit en la démocratie, le gouvernement a permis au plus grand nombre possible de personnes de se faire entendre à propos de ce projet de loi. Le comité a longuement examiné la mesure et le temps est venu de passer à d'autres affaires pressantes.

Monsieur le Président, par votre intermédiaire j'aurais quelques mots à adresser au député de Winnipeg-Fort Garry (M. Axworthy) qui a dénoncé l'hypocrisie. C'était vraiment bouleversant d'entendre le député nous parler d'hypocrisie.

**Des voix:** Bravo!

**M. Gormley:** C'était la pitié qui se moquait de la charité et cela ne gênait pas le député de Winnipeg-Fort Garry. L'onction lui sortait par tous les pores de la peau. Il avait l'air tellement convaincu de la valeur de la position de son parti et de son ancien gouvernement. Après les piètres résultats que lui-même en tant que ministre et son gouvernement ont obtenus, les députés du parti libéral n'ont pas à nous entretenir d'hypocrisie.

Il était intéressant d'entendre ces libéraux affirmer que nous ne devrions pas toucher à l'AEIE parce que de toute façon elle n'avait rien empêché, que la plupart des projets avaient été simplement approuvés. Ils souhaitaient avoir un tel organisme pour s'en servir comme d'un ballon politique. Le parti libéral voulait se servir des espoirs, des inquiétudes et de certaines vues relativement à l'investissement pour jouer sur les sentiments du nationalisme économique. Quand il se montrait un peu trop répressif, il se rabattait sur l'AEIE et le nationalisme économique. Les sous-entendus politiques que cachaient l'AEIE ont été rejetés le 4 septembre.

Je demande aux députés d'appuyer la motion qui les invite à se prononcer sur le projet de loi C-15 et à passer à d'autres questions importantes que les Canadiens ont hâte de nous voir aborder. Voilà pourquoi j'appuie cette motion d'attribution du temps qui permettra à la Chambre de passer à d'autres choses sérieuses qui nous attendent.

**M. Jean-Robert Gauthier (Ottawa-Vanier):** Monsieur le Président, il est regrettable de devoir intervenir pour parler de la motion d'attribution de temps et de voir les faces hilares des conservateurs qui ont proposé une seule mesure législative originale à la Chambre, celle sur Investissement Canada. Combien de figurants et de surfeurs avons-nous vus—un surfeur, c'est celui qui profite de la vague et qui disparaît aux élections suivantes. Aucun d'entre eux n'a participé au débat. Le dernier député à avoir pris la parole doit être un surfeur qui est arrivé avec la vague. Il parle du nombre exagéré et inutile d'amendements proposés. Selon lui, l'opposition officielle a sapé la volonté des Canadiens. Il déclare que le gouvernement a été élu avec une forte majorité et qu'il doit donc gouverner

sans que quiconque le remette en question. Eh bien, je lui rappelle que moins de la moitié des électeurs canadiens ont voté pour les conservateurs, Dieu merci!

• (1150)

**M. Gormley:** Combien ont voté pour vous?

**M. Gauthier:** Cela n'a pas d'importance.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Gauthier:** J'ai eu ma majorité, ne vous en faites pas. Vous pouvez venir quand vous le voulez dans ma circonscription, monsieur le Président, je suis prêt à me battre contre vous, vous et tous les autres. Je n'ai pas à m'inquiéter, car j'ai une majorité confortable. Ce que je veux dire aux conservateurs, c'est qu'ils n'ont pas été élus par la majorité des Canadiens. Qu'ils déclenchent des élections demain sur cette question, qu'ils leur montrent qu'ils ont du cran. Mais ils ne veulent pas le faire.

De quoi parlons-nous? Des amendements. Comme nous avons proposé au total 94 amendements, le gouvernement a mis le holà. Il prétend avoir un programme à suivre, mais il a consacré six jours, la semaine dernière et la précédente, à des journées d'opposition. Le gouvernement a dit que c'était à nous de lui proposer des sujets de discussion. Nous l'avons fait, pendant six jours. J'ai entendu le député de The Battlefords-Meadow Lake (M. Gormley) dire que nous faisons perdre son temps à la Chambre. Le gouvernement a donné six jours pleins à l'opposition officielle et nous les avons utilisés.

**M. Gormley:** Qu'en avez-vous fait?

**M. Gauthier:** Nous les avons utilisés. Fait intéressant à noter, nous avons abordé des sujets présentant un intérêt aussi bien pour les députés que pour l'ensemble des Canadiens. Il y a eu de bons débats sur toutes les questions que nous avons soulevées. Mais là n'est pas l'objet de mon intervention. Ce que je veux dire, c'est que les conservateurs n'avaient pas de programme; ils n'avaient rien prévu de précis. Tout ce qu'ils avaient, c'était Investissement Canada. Et lorsque nous avons proposé de collaborer en vue d'améliorer ce projet de loi, ils ont refusé. Ils ont déclaré qu'ils allaient couper court au débat et que, après deux heures seulement de discours de dix minutes, nous allions nous prononcer sur cette mesure. Le gouvernement n'a pas manqué de nous rappeler, d'ailleurs, qu'il avait la majorité. Nous sommes 211, a-t-il dit, nous sommes des tyrans et nous allons dire aux Canadiens comment diriger notre pays. Faites bien attention, jeudi. Tous les jours depuis deux semaines, nous entendons dire que le budget sera très sévère. Faites attention, Canadiens, on ne va pas vous manquer. Mais jeudi, les ministériels nous diront qu'ils sont tous bien gentils. Ils sont forts en commercialisation, mais quelles foutaises!

Voyons un peu les amendements proposés, qui nous ont valu de nous faire traiter de libéraux obstructionnistes par le ministre. Nous avons proposé au ministre de donner des directives à l'agence. A-t-il accepté? Non. Cela fera partie de son mandat. Aucune directive à cet égard. On fera ce qu'il décide. Et si une société étrangère se présente pour acheter une entreprise au Canada, qu'elle n'hésite pas à le faire. Le ministre sera le seul à décider. Il ne sera même pas tenu de consulter ses collègues du cabinet. Formidable! Ce n'est pas normal. En vertu de la motion n° 6, il incombe au ministre de trouver des acheteurs canadiens. Bien entendu, nous voulons l'investissement étranger, mais nous devons nous assurer que les Canadiens achètent